Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11,16

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 26 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***26 juin -10 juillet 2019***

QUAND JOVENEL MOÏSE LÂCHE SES SCADRONS DE LA MORT

Des dizaines de manifestants abattus

Jovenel Moïse a déjà prouvé son incapacité à diriger le pays et ses expertises en matière de vol des deniers publics. Mais il vient de confirmer ses penchants pour le crime contre le peuple en lâchant ses escadrons de la mort sur les manifestants. En plein jour, et au su et au vu de tous, des policiers grassement rémunérés par la présidence ont abattu au moins une vingtaine de personnes qui participaient aux manifestations du lundi (24 juin). Il s'agit d'un bilan provisoire, la liste des victimes risque de s'allonger, car des rapports concordants font état également de tueries perpétrées dans d'autres régions de la capitale, notamment à Delmas, Cité Soleil et La Saline, sans négliger de parler des villes de provinces comme Les Cayes, dans le Sud, Cap-Haïtien, dans le Nord, par exemple où les sbires du régime Tèt Kale se sont jetés à bras raccourcis sur les protestataires.

Gro Moïse et sa moto Polaris.

Selon des témoins, qui se trouvaient à proximité du Palais national, des manifestants tentaient d'échapper à une patrouille de la PNH, qui prenaient un malin plaisir à les gazer. Mais ils se sont heurtés à un autre groupe de policiers qui leur tiraient dessus. C'était un sauve-qui-peut général, les jeunes gens pris en chasse ont essayé, en vain, de s'échapper.

Suite en page 2

LA SITUATION FINANCIÈRE D'HAÏTI EXTRÊMEMENT GRAVE

Un chèque de USD 267 mille $ sans provision....

Voir page 9

APPORTANT DE L'EAU AU MOULIN DE PHTK

Aristide rejette la proposition de sortie de crise de l'opposition

L'ex-président Jean-Bertrand Aristide, le secretaire general a vie du parti Fanmi Lavalas.

Après avoir pris ses distances par rapport à l'opposition dans la lutte contre Michel Martelly, Jean-Bertrand Aristide s'est, une nouvelle fois, mis au service de PHTK en rejetant le document présenté par le secteur démocratique en guise de feuille de route pour sortir de la crise.

Sachant qu'en vertu d'un pacte secret l'interdisant d'aspirer au pouvoir, il affiche l'attitude de la mouche du coche, se montrer entreprenant dans la bataille politique sans jamais apporter rien de constructif pour résoudre les crises. C'est dans cette logique que s'inscrit son opposition au document intitulé « *Alternative consensuelle pour la refondation d'Haïti* » qu'a présenté l'opposition démocratique.

Il est vrai que le document affiche de grandes ambitions, sans s'attarder sur les graves problèmes auxquels se trouve confronté la nation, dont des secteurs clés laissés sur la touche. D'aucuns ne

Suite en page 4

HAPPENINGS !

First Lady of Haiti Martine Moïse.

Here and there, briefly

***Another massacre in broad daylight near Haiti's Presidential Palace is the latest indication that unbridled repression is the watchword of the regime. How will that affect decisions of those intent on shoring up President Jovenel Moïse, the "duly elected" Head of State?**

Since the major demonstrations of June 9 in Port-au-Prince and in practically all major cities, calling for the resignation of President Moïse, peace has not returned to Haiti. However, what happened last Monday (June 24) is bound to make matters worse.

Much blood was spilled near Haiti's Presidential Palace when

Continued on page 7

LA MAFIA INTERNATIONALE DE STUPÉFIANTS ET LE « BATEAU SEUCRÉ »

17 tonnes de cocaïne interceptées à Philadelphia

Y-a-t-il un lien quelconque avec le Manzanares ?

Des milliers de briques de cocaïne confisquées sont exposées au port de Philadelphia.

Par Léo Joseph

Les autorités fédérales, à Philadelphia, Pennsylvania, ont intercepté un cargo qui transportait 17 tonnes ou 30 000 livres de cocaïne. La marchandise interdite, se trouvait entassée dans plusieurs containers, ont une valeur marchande d'environ USD 1,1 milliard $, soit plus de mille fois la quantité de drogues que le bateau battant pavillon panaméen, le Manzanares, avait à son bord quand il jeta l'ancre au Terminal Varrreux, en avril 2015.

Suite en page 3

HAPPENINGS !

A celebration of the life of Adèle Sylvestre Bonne-Année Passade

Adèle Bonne-Année Passade.

It happened last Friday, June 21, in Bethesda, Maryland, at the funeral ceremony and interment of this 85-year-old mother, grandmother, sister, aunt and friend who lived a full life, touching in passing many in a positive way.

As reported in the *Haiti-Observateur* issue of June 5-12, 2019, Adèle S.B. Passade passed away last May 23, but the funeral was delayed for nearly a month to allow family and friends far away to be there for the final goodbye. About 70 family members and friends were there for the occasion, including

Continued on page 14

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 2

QUAND JOVENEL MOÏSE LÂCHE SES SCADRONS DE LA MORT

Des dizaines de manifestants abattus

From page 1

Les précisions d'un témoin

Un témoin qui affirme avoir été sur place, au coin des rues Saint Honoré et La Réunion, au moment où passaient les manifestants se dirigeant en direction du Palais national. Ils ont été interceptés par des policiers qui se trouvaient à la rue du Champ de Mars et de la Réunion. En même temps se

Gro Moïse en tenue d'assassins.

sont approchés un autre véhicule à bord duquel se trouvaient des policiers. Ces derniers commençaient à lancer des bonbonnes de gaz lacrymogène en leur direction. Craignant de courir vers les rues Saint-Honoré et Champ de Mars, où les attendait l'autre patrouille, qui tirait, les manifestants ont escaladé le mur d'à-côté. Ce qui les fait atterrir dans la cour du Palais, à côté du stationnement.

Les témoins ont déclaré en outre que, coincés sans aucuneissue, les manifestants ont été «*comme des canards sauvages* ». Il s'est produit une véritable «*hécatombe* », ont révélé encore les témoins.

Ces derniers ont précisé que, en moins de dix minutes, les ambulanciers étaient sur place pour récupérer les cadavres. Avant même que soit effectué le procès-verbal par un juge de paix.

Eu égard à ce même incident, il est rapporté que des hommes du Palais national avait approché un juge de paix l'invitant à venir faire un constat, sans vouloir en préciser la nature. Mais sur l'insistance du magistrat de connaître le motif pour lequel son service a été sollicité, un des hommes lui a glissé quelque chose à l'oreille. En réaction, le juge a déclaré qu'il n'allait nulle part, Même s'il doit mourir.

Il semble qu'une proposition malhonnête ait été faite au juge. D'aucuns pensent qu'on voulait le soudoyer pour qu'il dresse un procès-verbal qui serait contradictoire à la réalité.

Signalons qu'à l'occasion d'autres manifestations des protestataires poursuivis par des policiers avaient pris asile au consulat du Pérou, qui se trouve au Champ-de-Mars. Selon les rapports de presse, à l'époque, ces manifestants n'avaient jamais quitté le consulat péruvien; et ils ne sont jamais retournés à la famille. Aucune enquête n'a été ordonnée par les autorités, donc aucune information relative au sort qui a été fait à ces personnes.

Un garde du corps de Martelly accusé de faire feu sur les manifestants

Ce qui disent haut et fort que Michel Martelly est responsable des violences perpétrées sur les manifestants et ceux qui dénon-

Autre accoutrement de Gros Moïse.

cent Jovenel Moïse avec véhémence de financer et d'ordonner les actes de violence faits aux manifestants semblent avoir raison. Des secteurs liés à l'opposition démocratique ont identifié un policier qu'il disent être un «*tueur*» patenté. Il s'agit de « *Gros Moïse* », ainsi connu, dont l'aspect

Gros Moïse et son patron Michel Martelly.

physique le met dans la catégorie des gorilles. Et il fait partie de la sécurité rapprochée de l'ex-président haïtien, Michel Martelly.

Les informations recueillies à son sujet font croire qu'il dispose d'un vrai arsenal chez lui, des fusils d'assaut pour la plupart. On laisse croire qu'il a plusieurs moto Polaris à sa disposition ainsi que des véhicules de l'État. Policier de son état, dit-on, il fait aussi partie du gang de PHTK spécialisé dans l'exécution de sang-froid des manifestants.

Les dernières tueries exécutées par les sbires de Jovenel Moïse surviennent moins de 24 heures après que l'organisme de défense des droits humains des Nations Unies eurent publié un rapport sur le massacre de La Saline.

Dans le document il est dit que les bourreaux ont agi au nom du gouvernement qui a observé un silence complice par rapport à ces crimes. Selon toute vraisemblance, l'organisme de l'ONU a su bien documenter ces délits, ayant eu l'opportunité de rencontrer les parents des victimes et de les interroger sur les conditions dans lesquelles ces crimes ont été commis. Pour avoir identifié les auteurs de ces crimes ainsi que leurs commanditaires, il y a fort à parier qu'une action en justice pourrait être déclenchée auprès de la Cour internationale de La Haye.

Dans le cadre de telles démarches, les actions intentées concernent aussi bien tous les membres du gouvernement dont le rôle dans ces crimes pourraient être clairement établi. Autrement dit, tous ceux-là qui auraient pu influencer pareils événements seraient aussi passibles de ces poursuites.

ESTANDA VIL NEW YORK POU

SWEN KI MONTRE RESPÈ PANDAN AKOUCHMAN

Ou Merite:

EDIKASYON

Pou w mande ak pou w resevwa enfòmasyon sou swen sante ou, pwofesyonèl swen sante ou ak chwa ou genyen sou fason pou vle akouche a.

SIPÒ

Pou w resevwa sipò pandan gwosès la, tranche, ak akouchman, ansanm ak apre akouchman tou.

BON KALITE SWEN

Fè eksperyans swen sante ki pi bon kalite.

DWA POU PRAN DESIZYON

Pou w deside kisa k ap rive ak kò ou ak tibebe w la.

KONSANTMAN ENFÒME

Pou pran pwòp desizyon ou sou tout pwosedi medikal ou yo.

AK DIYITE EPI SAN DISKRIMINASYON

Pou yo trete w avèk diyite ak respè pandan gwosès la, tranche, ak akouchman, ansanm ak apre akouchman.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou Estanda Vil New York pou Swen ki Montre Respè Pandan Akouchma, chèche SRJ nan nyc.gov/health oswa rele 311.

NYC Health

Bill de Blasio
Majistra

Oxiris Barbot, MD
Manm komisyon

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 3

LA MAFIA INTERNATIONALE DE STUPÉFIANTS ET LE « BATEAU SEUCRÉ »

17 tonnes de cocaïne interceptées à Philadelphia

Y-a-t-il un lien quelconque avec le Manzanares ?

Suite de la page 1

Reste à déterminer s'il existe un lien quelconque entre les importateurs de la cocaïne transportée par le Manzanares et le cargo arraisonné à Philadelphia. Dans la mesure où il existe des similarités stratégiques par rapport aux deux transactions, il a été évoquée l'idée que les importateurs des drogues que transportait le Manzanares et ceux du MSC Gayano se connaissent et pourraient bien être partie prenante de l'expédition destinée au Pays Bas, destination finale de la cargaison de ce dernier bateau.

Des chiens renifleurs déployés pour dépister les drogues dans les containers au port de Philadelphie.

En effet, le MSC Gayano reste ancré au Packer Marine Terminal de Philadelphia, depuis mercredi 19 juin 2019, suite à sa saisie par les agents fédéraux, notamment ceux de la Drug Enforcement Administration (DEA). Ces derniers avaient décidé de confisquer le navire après l'avoir arraisonné et trouvé de la cocaïne dans un premier container. Des fouilles subséquentes ont révélé qu'un total de 17 tonnes, soit 30 000 livres de la substance interdite, étaient entassées dans sept containers. De toute évidence, les passeurs de drogue avaient procédé de cette manière afin de tromper la vigilance des autorités.

Policiers et douaniers, au port de Philadelphia, examinant les colis de cocaïne interceptes.

Bien que le MSC Gayano et son équipage aient été saisis par les autorités américaines depuis le 17 juin, ce n'est que près d'une semaine plus tard, c'est-à-dire le 23 juin, que les faits relatifs à cet incident ont été communiqués à la presse. Les révélations faites aux média indiquent que les trafiquants de drogues avaient entassé dans des containers, que transportait le bateau, 17 tonnes de cocaïne, une des plus grandes quantités de ce produit interceptées dans un port des États-Unis. Il a fallu la mise à contribution, notamment des agents de la Protection des frontières et des ports, de ceux de la Douane, du service d'Immigration regroupés sous l'ombrelle de « Homeland Security » (Sécurité intérieure et extérieure des Etats-Unis), ainsi que le Drug Enforcement Administration (DEA), pour mener cette opération.

Pour se faire une juste idée de l'importance de ce chargement et les frais consentis par ceux qui ont financé cette transaction, il suffit de prendre connaissance de la déclaration de Casey Durst, directeur des opérations douanières et de la Protection des frontières à Baltimore, Maryland, cité par l'agence de nouvelles *Associated Press*. Selon M. Durst, si l'on alignait les briques de cocaïne trouvées dans les containers l'une après l'autre, elles pourraient s'étendre sur un parcours de 2 mille et demie.

Les enquêtes préliminaires ont abouti à la mise en état d'arrestation de six membres de l'équipage, « *accusés d'avoir conspiré pour transporter de la cocaïne à bord d'un navire* » d'un compagnon de bord, en l'occurrence, Ivan Durasevic, et Fonofaavae Tiasaga, un travailleur.

Des données confirmées par les témoignages des membres d'équipage

À l'instar du Manzanares, qui était pris en filature par télécommande, depuis son départ du port de Ventura, en Colombie, point de départ de ce navire, le MSC Gayano était suivi à distance, de Colombie jusqu'à son arrivée au port de Philadelphia. Cela a permis, fait-on savoir, dans les milieux autorisés, de corroborer les aveux faits par des membres d'équipage.

En effet, le bateau libérien avait levé l'ancre au Chili (port non déterminé), apparemment pour mettre le cap sur la Colombie. Parti de ce pays, le 19 mai, il mit le voile sur Pérou où il arriva le 24 mai, avant de mouiller au Panama, le 9 juin, d'où il décolla en direction des Bahamas. De là il mit le voile sur Philidelphia où il a jeté l'ancre le 16 juin.

De toute évidence, les autorités américaines attendaient l'arrivée du MSC Gayano au port de Philadelphia parce qu'elles étaient prêtes pour l'accueillir aussitôt qu'il est arrivé.

Il semble que le navire battant pavillon libérien ait embarqué une partie de sa cargaison de cocaïne en Colombie. Mais c'est au Pérou qu'a été menée la plus importante opération d'embarquement de la marchandise défendue. Selon des informations fournies par les autorités, à Philadelphia, le MSC Gayano était resté ancré au large tandis que deux bateaux de plus petite taille transportaient des colis remplis de briques de cocaïne. À l'aide d'une grue opérée par Ivan Durasevic, le transfert de la drogue avait pu s'effectuer dans le bateau. Ce dernier aurait avoué avoir touché USD 50 000 $ pour réaliser ce travail, entendu qu'il en a offert une partie à Fonofaavae Tiasaga, qui l'avait aidé. On ignore la raison qui a empêché le MSC Gayano d'accoster le port péruvien d'où aurait pu se réaliser l'embarquement à l'aide des grues qui y sont intégrées. En tout cas, le chargement à distance de la cocaïne semble constituer une opération nettement indépendante qui ne fait pas partie du contrat lié au transport de la marchandise à bord du bateau.

Existe-t-il un lien entre le MSC Gayano et le Manzanares ?

À la lumière des faits, rien n'autorise à croire qu'Haïti était la destination finale du MSC Gayano. Par contre, des observateurs proches des procureurs fédéraux, à Miami, ont laissé entendre que ces derniers souscrivent à la théorie selon laquelle il pourrait exister un lien entre les deux navires.

D'abord, c'est la première fois, croit-on, que des hommes d'affaires avaient investi autant d'argent dans une transaction de stupéfiants (cocaïne et héroïne). Pour une valeur marchande d'environ USD 100 millions $, il fallait un financement de plus de USD 5 millions $. Une telle opération dépasse de loin le largage de 10 à 15 kilos de drogues sur les côtes d'Haïti, ou l'atterrissage d'un aéronef sur un terrain vague, ou bien encore l'abandon de paquets de drogues par des vedettes en mission clandestine, comme cela se pratique couramment en Haïti. De telles stratégies d'importation de ces substances interdites relèvent des possibilités de trafiquants individuels ou agissant en équipes au nombre réduit. Toutes choses étant égales, d'ailleurs, l'opération menée avec le Manzanares s'éloigne totalement de la pratique traditionnelle des trafiquants de drogue haïtien. Voilà pourquoi, raisonne-t-on, au sein de la communauté préposée à surveillance de la circulation de ces produits, qu'il importe de bien examiner les tournants et aboutissants des démarches qui se sont soldées par l'expédition de la marchandise confiée au MSC Gayano.

Le MSC Cayano escorté vers le port de Philadelphia.

En effet, il semble logique que les surveillants de la distribution de produits illicites cherchent à déterminer si oui ou non il existe un lien entre l'opération menée sur Haïti avec le navire marchand panaméen et celle entreprise par le truchement du bateau libérien.

Comme l'ont fait remarquer des sources proches de la DEA et des procureurs fédéraux des Etats-Unis, l'achat et le transport des drogues transportées par le Manzanes étaient financés par un « *consortium* » d'hommes d'affaires en Haïti. D'où la question y avait-il participation financière étrangère pour mener à bien cette opération ? Avec l'inculpation de Gregory Georges, dit Ti-Kétant, docker au Terminal Varreux, le port où avait accosté le bateau panaméen, désormais converti en ressource inestimable en matière de témoignages fiables aux procureurs fédéraux; et l'arrestation, à Fort-Lauderdale (Floride), de Joris Mergélus, ex-chef de la Brigade de lutte contre les stupéfiants (BLTS), on dit qu'il est possible aux autorités fédérales de découvrir la vérité cachée au fonds du puits.

En tant que docker doublé de trafiquant de drogue, Ti-Kétant «*connaît et peut identifier tous les cris* » lâchés dans l'univers des drogues dealers haïtiens. Surtout que, dans l'affaire « *Bateau sucré* », il est à même de révéler l'identité des personnes qui avaient emporté les drogues enlevées du navire avant l'arrivée des agents de la BLTS accompagnés de leurs collègues de la DEA. Quant à Mergélus, accusé aussi d'avoir informé les intéressés de l'heure et du lieu des descentes de la BLTS dans leurs résidences ou leurs installations commerciales et industrielles, ce sont des témoins privilégiés concernant les acteurs dans le trafic de stupéfiants.

La théorie du manque à gagner à combler

De toute évidence, la manière dont s'est déroulée l'opération de déchargement du Manzanares, Terminal Varreux, a totalement bouleversé les plans des importateurs. Puisque les 6 500 tonnes métriques de sucre importées par Marc Antoine Acra, pour le compte de la société NABATCO, servaient uniquement de prétexte pour introduire les marchandises illicites en Haïti. Car, avec une valeur marchande de USD 100 millions $, l'acheminement de celles-ci, à destination, sans encombre, aurait permis de renflouer les caisses des importateurs. Mais la saisie de la plus grande partie des drogues a occasionné un énorme manque à gagner qu'il faut combler à tout prix. En sus de trouver les moyens de remplacer le Manzanares, qui a été saisi par les autorités haïtiennes surveillées de près par les Américains. Dès lors, il faut tenir compte des moyens disponibles pour atteindre un tel objectif.

Les importateurs des drogues transportées par le Manzanares comprennent bien, qu'à la suite de l'expérience du 6 avril 2015, date à laquelle ce navire jeta l'ancre au Terminal Varreux, les ports haïtiens étaient sous haute surveillance. Non seulement la sagesse des hommes d'affaires avisés et des trafiquants astucieux recommandent de rester loin d'Haïti, mais encore la bonne stratégie devrait inspirer la mise sur pied d'un coup encore plus spectaculaire en termes de volume et d'investissement que celui du bateau panaméen.

Avec l'affaire du MSC Gayano, l'enquête fédérale en cours sur le « *Bateau sucré* » avance désormais sur deux terrains à la fois, dit-on dans les milieux informés. Si les gros trafiquants haïtiens impliqués dans l'importation des drogues débarquées par le Manzanares ont quelconque lien avec les importateurs de la cargaison interceptée à bord du navire libérien, il y a de quoi se soucier encore plus de l'évolution de l'enquête en cours sur l'affaire du navire panaméen.

L.J.

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 4

APPORTANT DE L'EAU AU MOULIN DE PHTK

Aristide rejette la proposition de sortie de crise de l'opposition

Suite de la page 1

manqueraient pas relever le caractère superficiel du raisonnement, d'un bout à l'autre du texte. En d'autres termes, les auteurs sont allés trop vite en besogne pour présenter un projet d'envergure sans les matériaux nécessaires pour atteindre l'objectif voulu. Voilà, en résumé, les justes griefs qu'il suscite.

Mais, c'est par l'organe de Pacha Vorbe qu'a été lancé le rejet de la proposition de l'opposition. Aucun communiqué, ni note de presse de l'organisation politique Fanmi Lavalas n'a été émis pour préciser exactement les points de désaccord. Seulement une note non signée circulant sur What'sUp, et attribué sans doute à un partisan de M. Aristide, déclare vaguement que ce dernier a raison de dire qu'il « *n'appuie, aucune forme de coup d'État. Parce que les coups d'État son cruels et ne sauront apporter de solution à la crise sociopolitique que le pays connaît présentement*».

L'auteur de cette mise au point a fait savoir que ces déclarations du prêtre défroqué ont été faites en présence de quelques partisans qui lui avaient fait une visite.

Cet intervenant anonyme paraphrase encore l'ex-président en ces termes : « *Il dit encore qu'il ne supporte pas le secteur démagogique qui se bat pour le pouvoir, et il a demandé à l'opposition d'accorder une chance au pays pour que la stabilité revienne; et de me pas oublier d'appuyer le candidat que va lancer Lavalas pour les élections de 2022* ».

Désavoué par ses propres partisans ?

Cette prise de position d'Aristide contre la proposition de sortie de crise de l'opposition ne fait pas l'unanimité au sein de son propre parti. Intervenant dans What'sUp, un lavalassien dépité a lancé une phrase irrévérencieuse à l'endroit de l'ex-prêtre du genre « ... *man-man w, Aristid !* ».

Ce même lavalassien en rébellion contre le « *secrétaire général à vie* » de Fanmi Lavalas s'en prend à ce dernier l'accusant d'avoir tout fait pour permettre à Michel Martelly de boucler son quinquennat. Le voilà retourné à la charge, dit-il. « *Il est en train de faire la même chose pour Jovenel Moïse* ».

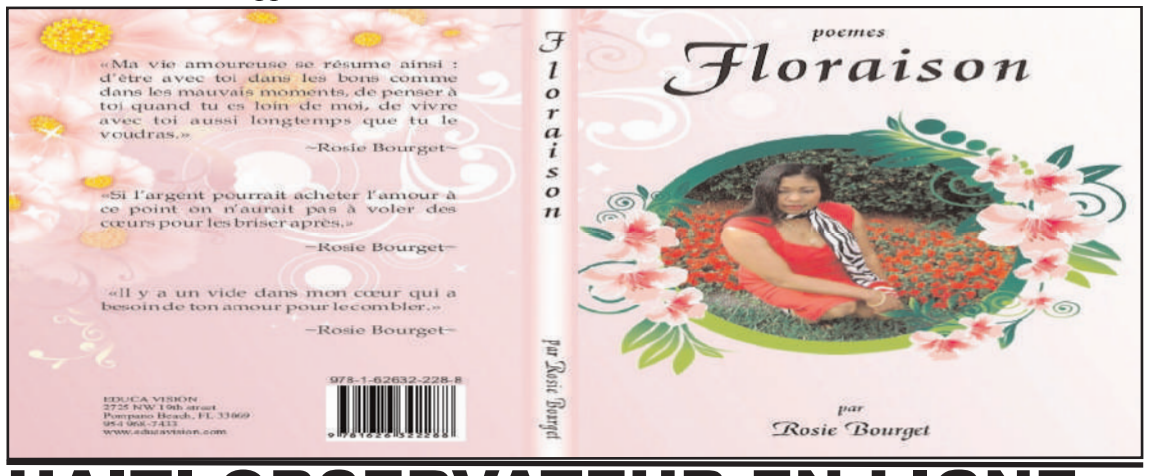
Pacha Vorbe est-il mandaté pour parler au nom de Fanmi Lavalas ?

Mais un autre événement a eu l'effet d'un pavé dans une mare à grenouilles. Il s'agit d'une note de presse diffusée le mardi 25 juin, sur les ondes de Radio Caraïbe FM dont allusion est faite sur What'sUp désavouant ce que l'auteur qualifie de « *disposition unilatérale de Pacha Vorbe* ». La note en question, que ce dernier dit provenir du « *Secteur politique de Fanmi Lavalas* », déclare : « *Le parti politique Fanmi Lavalas n'était pas au courant de la disposition unilatérale de Pacha Vorbe d'exprimer à l'encontre de cette nouvelle initiative du secteur de l'opposition* ».

Il semble que la contradiction éclate au sein de Fanmi Lavalas, de toute évidence en butte à une rébellion de faible intensité. Au point de se demander si par cette dernière prise de position contre le document de l'opposition M. Aristide saura ramener la paix au sein de sa famille politique.

Il semble que l'ex-président Aristide ait un autre problème qui l'oblige à tourner en rond, sur la scène politique, parce que incapable de réaliser sa propre « *percée louverturienne* ». Dans certains milieux politiques, à Washington, on prétend que sa carrière politique a pris fin depuis des années. Car suite au témoignage de Jacques Kétant aux procureurs fédéraux déclarant que M. Aristide était le « *patron* » de la drogue en Haïti et que lui Kétant savait lui payer des centaines de milliers dollars comme rançon pour avoir droit de réceptionner ses cargaisons de cocaïne sur le territoire national, la décision d'inculper l'ex-président a été mise en veilleuse en contrepartie de sa renonciation définitive à briguer la présidence une autre fois. C'est, en tout cas, la révélation qu'a faite un ex-diplomate ayant représenté son pays en Haïti, au début des années 2000.

Lisez le texte complet de la proposition de sortie de crise de l'opposition, à la page 12.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

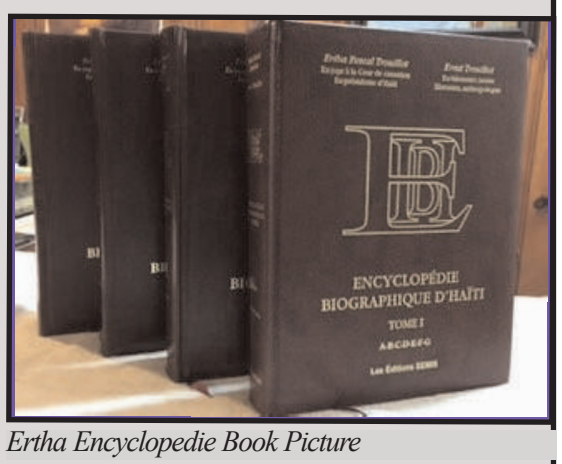
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Akòz movèz repitasyon gwo chef yo, y ap bave

Mounn ki li jounal sa a, e sitou sa Grenn Pwonmennen bay chak semèn sou sa k ap pase ann Ayiti ak bann atoufè ki opouvwa yo, konn trè byen nou pa nan tete lang osnon nan kache peche pou pèsonn. Men semèn sa a gen youn gwo chay yo lage sou peyi a ki pa gen anyen pou wè ak Ayiti. Se poutèt sa, alapapòt n ap chita sou koze sa a epi montre kijan movèz repitasyon dirijan Ayiti yo vin fè mounn lòt kote ap bave sou peyi a.

De kisa n ap pale menm ? Enben gen youn istwa dwòg ki te pete lendi pase anwo, nan Filadèlfi, senkyèm vil Ozeta Zini, ke youn jounal jamayiken kouri foure Ayiti ladan l. Se nan dat 17 jen an ke otorite amerikèn yo te dekouvri younn nan pi gwo kagezon dwòg nan pò Filadèlfi depi 230 lane ke Eta Zini etabli kòm peyi.

Men se nan vandredi ki sot pase a, kivedi 23 jen an, ke otorite yo te chita ak laprès pou bay esplikasyon sou bagay la. Se anviwon 17 tòn, osnon 16 mil (16 000) kilogram, ou ankò 35 mil (35 000) liv kokayin yo te dekouvri abò youn gwo bato kago ki rele *MSC Gayane,* ki opere anba drapo peyi Liberya, ann Afrik de lwès. Selon otorite yo valè machandiz sa a te ka rapòte youn milya, san milyon, dola vèt (1 100 000 000, 00 $). Se plizyè branch nan sèvis sekirete peyi a ki te met ansanm pou fè gwo dekouvèt sa a : Imigrasyon, Pwoteksyon fwontyè ak pò, Ladwann, tout sou kontwòl «*Homeland Security* ».

Se pa youn ti koze ! Selon sa ajans nouvèl *Associated Press* (AP) te rapòte, Mesye *Casey Durst,* ki se direktè operasyon nan Ladwann ak Pwoteksyon fwontyè nan lavil *Baltimore,* di si w ta aliyen kagezon an atè, brik pa brik, li t ap kouvri youn distans 2 mil edmi, osnon 3 kilomèt konsa. Sa ban nou youn lide de ki kantite kokayin n ap pale.

Baze sou envestigasyon yo gen tan fè, otorite yo deja arete sis (6) nan travayè abò bato a ki te sanse parèt devan lajistis lendi pase, 24 jen an. Akizasyon kont yo di ke « *yo te antann antre yo, [osnon conspire], pou pote kokayin abò youn bato* ». Antretan, kòm tout bagay fèt selon lalwa Ozeta-Zini, chak nan sis mesye yo gen youn avoka otorite federal yo bay pou defann yo nan tribinal. Asireman zòt pral esplike kijan tout kagezon kokayin sa a twouve l abò bato a. Yo bay non 2 nan 6 mesye yo arete yo : *Ivan Durasevic* epi *Fonofaavae Tiasaga.* Selon enfòmasyon otorite yo bay, *Durasevic,* ki se dezyèm kòmandan abò bato a, deja kòmanse pale. Li di ke l te touche 50 mil dola (50 000,00 $) pou travay la, e se *Tiasaga,* ki se youn travayè abò bato a, ki te ede l.

Kanta pou *Tiasaga,* msye di se *Durasevic* ki t ap opere gwo zouti sa yo rele « *crane* » ann angle (yo rele sa grue nan lang franse, se youn aparèy ki sèvi pour konstwi gwo bilding ou byen chage et déchaje gwo pwa nan bato ak nan kamyon, etc.), ki t ap pran dwòg la nan ti bato ki te akoste bò gwo vapè a met anndan. Se apre gwo vapè a te kite pò Pewou a, nan lanmè a, ke sis (6) bato pi piti te akoste gwo vapè a pou transfere kagezon an nan gwo vapè a. Antouka, sou tout kòt bò Osean Pasifik la, ant pò Koronèl nan peyi Chili monte vin jouk Panama, gwo vapè a pran anpil kagezon dwòg.

Bato a pase anpil kote. Premyèman, se nan peyi Chili li te soti. Selon jounal *Washington Post,* manifès abò bato a montre ke le 19 me, li kite Kolonbi, li pase Pewou le 24 me, li akoste Panama le 9 jen epi nan Bahamas le 12 jen. Epi se nan dimanch, 16 jen an, otorite amerikèn yo te monte abò vapè a nan lavil Filadèlfi, Ozeta-Zini.

Kokayin yo jwenn sou bato a, 16 ton.

An palan de mounn konmès dwòg yo, komisè gouvènman nan Filadèlfi a, *William McSwain,* te di nan konferans pou laprès la : « *Zòt te konprann yo te ka annik pase tout boulin nan pò nou yo epi pati avèk tout kagezon kokayin sa a pou y al detwi lavi plizyè milyon mounn san nou pa t ap met men sou yo. Zòt te kwè yo entelijan. [Yo pa egare !] Enben yo fè gwo erè* ». Epi l ajoute : « *Zòt mal konprann vil nou an, mal konprann jan nou respekte lalwa e kapasite nou genyen [pou n fè travay nou], mal konprann kijan nou deside pou derasinen mechanste sa a, vye bagay konmès dwòg sa a* ».

Selon tout enfòmasyon nou jwenn, destinasyon *MSC Gayane* nan se te « *Netherlands* » ke nou rele an fanse « *Pays Bas* ». Gen mounn ki rele l « *Hollande*» (Olann), men se 2 pwovens ase ki vrèman Olann. Se kounnye a atò m ap mande sa Ayiti vin chache nan kesyon an. Paske jounal jamayiken ki rele *Jamaica Observer* a parèt ak youn istwa nan samdi, 22 jen, avèk nouvèl yo di ki sot « *PHILADELPHIA, United States (CMC)* », kote l di, e m ap bay li ann angle pou pèsonn pa vin di se mwen ki fè koze pa m. Men li :

« *The United States Customs and Border Protection (CBP) agency says it has collaborated with the US Immigration and Customs Enforcement's (ICE) Homeland Security Investigations (HIS) in sezing a record amount of cocaine in a container ship with merchandise destined for Haiti* ». Nou tande koze a, otorite amerikèn, ke non yo site piwo a, « *pran youn pakèt kokayin, bagay ke yo pa janm jwenn konsa nan youn gwo vapè chaje ak machandiz ki pral Ayiti*».

Pi devan atik la bay diplis. *CBP said that the contents of the shipping containers included wine, coated paperboard, vegetable extracts and dried nuts from Chile, carbon black from Colombia and scrap metal batteries from the United Arab Emirates* ». Nou tande koze ? Nan machandiz ki te nan gwo kontenè *(containers)* abò bato a te gen «*diven, katon sire, ekstrè vejetab,[kivedi bagay mounn ka manje], epi nwa sèk, [tankou nwa nan pòm, menm pistach] ki sot nan peyi Chili. Te gen papye kaboòn nwa ki sot Kolonbi epi retay metal ak batri (pil) ki sot nan peyi Emira Arab Ini yo* », jouk nan Mwayen Oryan. Kòm si tou sa se te pou Ayiti.

Kòm gen eskandal *Manzanares* la ki fèk rebondi Ozeta-Zini avèk *Gregory Georges* epi *Joris Mergelus,* ki anba men Lajistis nan peyi isit, jounal jamayiken an pwofite pou foure Ayiti nan kesyon dwòg sa a tou. Jounal la montre kijan gen resanblans ak bato *Manzanares* la, ki te akoste nan pò *Vareux* a, nan Pòtoprens, nan mwa avril 2015 la. Asireman, nou sonje bato *Manzanares* la te pote youn swa-dizan sik mesye Akra yo te kòmande an Kolonbi, e se bato sa a, ki t ap opere anba drapo Panama, ki te pot machandiz la ann Ayiti. Tout mounn te di se te youn kokenn zafè. Dwòg abò *Manzanares* la te evalye a san milyon dola (100 000 000, 00 $). Devan eskandal Filadèlfi a, dwòg Ayiti a se youn ti pousyè. Paske se mil milyon ki fè youn milya, osnon « *bilyon* », jan yo di Ozeta-Zini. Donk, se mil fwa plis pase ti koze Ayiti a.

Men, vrèman, sa Ayiti vin fè nan koze sa a ? Kouman fè komisè gouvènman nan Filadèlfi a pa di anyen de Ayiti. Tout atik ki parèt nan laprès amerikèn pa di anyen de Ayiti. Men *Jamaica Observer* kòmanse atik li a ak non Ayiti depi sou premye paragraf la. Sa se youn kont mal taye yo met sou do Ayiti, kòm si se ann Ayiti gwo vapè *MSC Gayane* a ta prale ak dwòg la. Pa malè pou machann dwòg yo, otorite Eta-Zini tou fouke yo nan Filadèlfi.

Nou pa vrèman konprann lojik sa a. Machandiz la se pou Ayiti, epi se Bahamas y al pase ak *MSC Gayane* a, kite Ayiti jouk dèyè ! Lè w sot Panama, ou jwenn Ayiti anvan Bahamas ak Filadèlfi. Pa gen okenn rezon pou w kite destinasyon an dèyè epi w al monte jouk Filadèlfi al kite yo met lapat sou ou ! Antouka, kòm yo di pawòl la, se **FAKE NEWS,** bon jan manti. E nou denonse l pou sa l ye a.

Men m ap pwofite pou m di mesye-dam lakay yo ke se yo ki responsab dèske y ap bave sou peyi a konsa. Si yo pa t mele byen fon nan eskandal bato sik *Manzanares* mesye Akra yo, pa gen fason pou *Jamaica Observer* ta jwenn mwayen pou di : « *Men Ayiti te pral fè youn pi gwo kou toujou. Mil fwa pi enpòtan pase sa k te pase nan mwa avril 2015 la* ». Paske si se Ayiti ki destinasyon *MSC Gayane* nan, tou sa ki abò a se pou Ayiti!

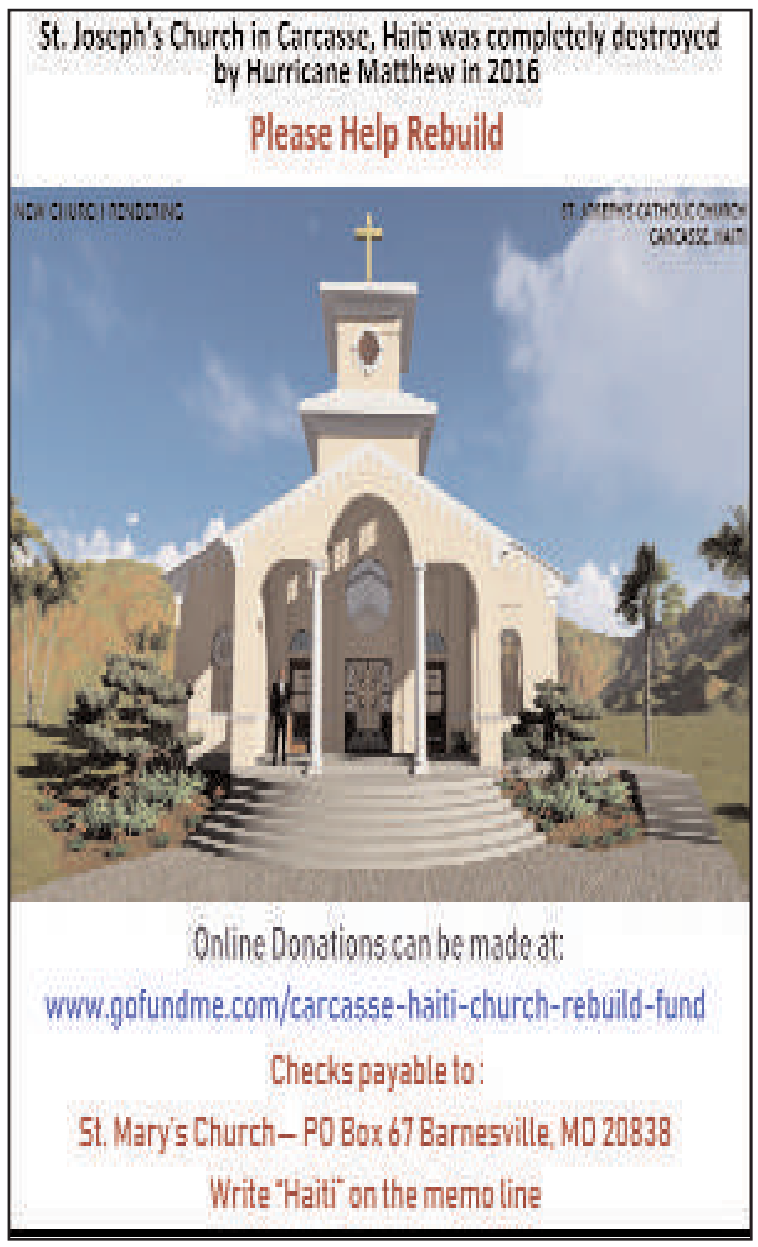
Kòm n ap pale de sa, fò n pa bliye ke nan mwa janvye 2016, sèlman anviwon 3 semèn anvan li te pral kite pouvwa a, prezidan Michèl Mateli (Michel Martelly), te bay Mak Antwán Akra (Marc Antoine Acra) tit anbasadè, kanmenm li te gen akizasyon dwòg *Manzanares* la pandye sou tèt li. Se te youn fason pou ba l sa yo rele « *iminite* », pou lajistis pa t ka touche l. Se konsa pou gwo chèf yo ap mache sou mounn an tout « *enpinite* ». Vin manyen m si w kapab !

Pa bliye nonplis ke Mesye Akra te kouri al kache an Repiblik dominikèn avan gouvènman tranzisyon Joslèm Privè a (Jocelème Privert) te monte le 16 fevriye 2016. Li te konnen ke prezidan Privè te ka fè fouke l menm avèk tit anbasadè l la. Dayè, gouvènman tranzisyon an te anile tit la.

Nou pa ka bliye kijan Jovnèl Moyiz (Jovenel Moïse) te kouri al wè zanmi l Akra an Repiblik dominikèn, nan mwa janvye 2017 la, anvan menm li te prete sèman. Li te di zanmi l kounnye a gouvènman pa w opouvwa, ou ka tounen lakay. Lè jounalis te mande l kijan l al nan tèt-a-tèt ak youn endividi k ap kouri pou lajistis, ki gen akizasyon dwòg sou tèt li, Jovnèl Moyiz te di : « *Antan ke prezidan tout Ayisyem, mwen gen dwa pale ak tout Ayisyen* ». Alafen, Akra te tounen lakay epi Jovnèl Moyiz te ranje sa, fè youn jij blanchi msye, menm jan li te fè youn jin blanchi l tou pou akizasyon lajan sal li t ap blanchi ki te pandye sou pwòp tèt li antan ke prezidan. Yo fè sa yo vle ak peyi a. Se byen papa yo te mouri kite pou yo.

Se akòz tout tentennad sa yo, eskandal sou eskandal, ki fè jodi a toupatou y ap trennen non Ayiti nan labou, menm lè, pafwa, se manti y ap fè sou peyi a. Mwen rann otorite lakay yo responsab pou tout sa. Kit se dwòg *Manzanares* pou 100 milyon dola, osnon dwòg *MCS Gayane* pou youn milya dola, se menm katon an. Pa gen okenn diferans ant « *ti vòlè* » ak « ***gwo vòlè*** ». Yo tout se menm. Tout pou dechouke !

Grenn Pwonmennen
26 jen 2019



HAPPENINGS !

From page 1

individuals in Police uniform gassed the demonstrators and shot several to death. Following a new pattern of protest, the people have taken to do the *"Jericho march"* around the Palace and government buildings in other cities, such as what they did in Les Cayes a week earlier. Thus, they were peacefully demonstrating on Monday, but shouting hostile slogans against President Moïse: **"Yes, Jovenel has got to go immediately."**

According to witnesses, they must have been in their sixth circling march around the Palace grounds when a Police detachment block their path. They tried to turn back, but were blocked from behind by another detachment. Whereupon, the most agile jumped over a fence trying to get away. They found themselves inside the Palace grounds, near the Guard House. In addition, the guards shot at them point blank, as if they were wild ducks.

"It was pandemonium," said an M.D at the clinic at the junction of *St. Honoré* and *Réunion* Streets. Declining to give his name he, nevertheless, gave what appears to be the most accurate explanation of what happened. *"Hearing yelling and wailing,"* he said, *"I was afraid that they might torch my car, so I came out on the balcony to see what was happening. They were blocked from the front and back. They tried to go pass the street in front of the Justice building, not knowing that that street was also blocked. That's where a real massacre took place."*

Immediately thereafter, ambulances arrived at the scene, some corpses on the ground were dumped in them, and they disappeared quickly. Thus, there is no accurate count of the carnage. Officers from the USGPN, the special Police unit in charge of Palace security, tried to get a judge to come certify that there were only four bodies on the ground. The judge, said our source, refused when he was told that it is about the people who were going to attack the Palace.

In addition, this testimony from our source to prove that it was a "well planned attack" of unarmed demonstrators: *"The Police can't say people were trying to assault the Palace. Not true. They were trying to escape. The Police cannot say there was riot. They are the ones [the Police] who used tear gas from front and back, forcing the demonstrators to take the route they took inside the Palace grounds. Then, in about two minutes, ambulances arrive. That's how it happened."* He also added: *"Nurses and laboratory technicians also observed what happened. It's inadmissible."*

***The five-hour-visit to Port-au-Prince last Wednesday, June 19, by what was called "an OAS Mission" has turned into a diplomatic headache for those who undertook it without any authorization of the OAS General Assembly, especially at this sensitive juncture.** Last week, as we prepared to put the paper to bed, a story of the *Miami Herald* that evening, June 18, at 7:12 EST, updated around 9 pm, was brought to our attention. Quickly, in our French column *"Nouvelles Brèves"* (page 16); we reported it, giving the headline as it appeared: **"OAS delegation is headed to politically volatile Haiti. But can it defuse the tensions?"** The high- level delegation was headed by U.S. Ambassador to the Organization of American States, Carlos Trujillo, who was accompanied by Gonzalo Koncke, chief of staff of OAS Secretary General Luis Almagro. We commented: *"It's really a mission of the United States under the umbrella of the OAS."*

As was reported by *Miami Herald,* the mission was requested in a letter June 14 by Bocchit Edmond, the Haitian Foreign Minister to Ambassador Trujillo, who happens to be the current chair of the OAS Permanent Council, not to the Secretary General Almagro. In fact, it is not really an official OAS delegation, as Sir Ronald Sanders, the Ambassador of Antigua & Barbuda in Washington and the country's representative at the OAS says. He wrote a story that was distributed June 21, in which he criticized the "mission to Haiti."

Ambassador Sanders wrote, *"In what is increasingly becoming a pattern of ignoring established procedures and authority in the Organization of American States (OAS), a delegation went to troubled Haiti on June 19 without any discussion of mandate by the Permanent Council, the organ responsible for making and overseeing policy between General Assemblies."*

Therefore, it was no "official OAS delegation," and we saw through it from the minute we read the headline in the *Miami Herald,* and noted, as mentioned above, *"It [was] really a mission of the United States under the umbrella of the OAS."*

In a tweet on Saturday, June 22, OAS Secretary General Luis Almagro confirmed that it was not an official OAS mission. It did nothing to facilitate "dialogue" between besieged President Moïse and the opposition, which now includes almost all sectors, from religious to business and unions. (See the editorial in French and English on pages 10 and 11. Yet, Mr. Edmond, the Foreign Minister, had told Jacqueline Charles of the *Miami Herald: "They (the delegation) will be meeting with all relevant stakeholders to find a way on how best they can facilitate [an] inter-Haitian dialogue."*

When the delegation left Haiti after only five hours in Port-au-Prince, there was a message attributed to an official whose name was not given. The delegation has told the opposition to *"back off"* and to President Moïse to *"start ruling."* Would the massacre of last Monday be part of the advice given to President Moïse to *"start ruling?"*

Meanwhile, all sectors in Haiti, except the rulers, have decried meddling by the OAS in Haitian affairs. Even the Voice of America, in its Creole broadcasts, interviewed various leaders in Haiti who are totally opposed to any involvement of the OAS in Haitian politics, for its record leaves much to be desired.

***Martine Etienne Joseph Moïse, First Lady of Haiti, has canceled her trip to Washington where she was expected to be honored along with the First Lady of Guyana as activities around Caribbean month (June) is about to end.** In a statement Tuesday, June 25, at 10:12 am, for **"Immediate Release,"** Haiti Renewal Alliance (HRA) headlines: First Lady of Haiti Recalls Visit to Washington, DC. The release states that "On Monday, June 24, 2019, we were informed that due to the current difficulties in Haiti, the First Lady Martine Étienne Joseph Moïse will not be traveling to Washington, DC as scheduled, and will not be participating in the 10th Annual Caribbean Heritage Mont Celebrations." However, the statement continues: "The embassy of Haiti will remain a partner on this week's scheduled activities, from June 27-30, 2019."

The celebrations promoted by HRA and Karib Nation will continue as planned, states the release, adding that the activities will "showcase the region's cultural expressions of art, fashion, music and cuisine." All are invited. For more information, call 240-425-3438; email: hradiasporaevents@gmail.com.

***In a note to this columnist, there is this announcement that Dr. Gracia L. Mayard is dead. As received, we publish it:** *"Dr. Gracia L. Mayard: On June 21st, 2019, our beloved Dr. Gracia L. Mayard passed on and has gone into the loving arms of our Lord. He was our loving doctor, our father, brother, uncle and friend to many and all.*

"He was the patriarch of the Mayard family and a pivotal figure to the communities and the people he served. Dr. Mayard was truly a man of the people and will dearly be missed.

Please, come and join the Mayard family in the viewing and funeral of Dr.Gracia L. Mayard. Viewing/Wake, Friday, June 28th, 2019, 6 pm-9 pm, O'Brien Sheipe Funeral Home, 640 Elmont Road, Elmont, NY. 11003. Funeral service, Saturday, June 29th, 2019, 9 am-10 am, Sacred Heart Church, 115-50 221st Street, Cambria Heights, NY, 11411."

Born August 24, 1951, he passed away June 21 2019; two months shy of his 65th birthday. May he rest in peace!

RAJ
June 26, 2019.

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi –Samedi: 11 AM–7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

Yon pyès idantite valab
ka ouvri anpil posiblite.

Ou ka ouvri yon kont
labank, pa egzanp.

Fè yon IDNYC. Ou ka itilize kat idantifikasyon gratis nan NYC ou a pou ouvri yon kont labank. Epitou kat IDNYC ou a ka ede ou jwenn aksè gratis nan klas sou entènèt ak sèvis Minisipalite vil la; ansèm ak rabè sou tikè, preskripsyon, ak manje. Se kat sa a ki louvri tout pòt nan tout vil la.

Tout rezidan Vil New York ki gen 10 zan oswa plis kalifye pou aplike.
Rele 311 oswa ale sou nyc.gov/idnyc

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 9

LA SITUATION FINANCIÈRE D'HAÏTI EXTRÊMEMENT GRAVE

Un chèque de USD 267 miLle $ sans provision....

La situation financière d'Haïti est extrêmement grave. On a entendu parler des employés de l'État forcés de passer des mois sans toucher leur paye, et ceci dans plusieurs secteurs de l'administration publique. C'est maintenant le tour du football haïtien d'essuyer les affres de la crise financière et économique dans laquelle se débat le régime dirigé par Jovenel Moïse.

Jovenel Moïse, des fonds pour se maintenir au pouvoir et non pour payer les employes de l'Etat.

En effet, l'administration de la Fédération haïtienne de football (FHF) détient un chèque en bois depuis plusieurs semaines et ne sait quand elle pourra l'encaisser, afin de faire face aux dépenses courantes de l'institution, dans le cadre du déroulement des activités liées à la Coupe d'or. À plusieurs reprises, durant plus d'un mois, chaque fois que le chèque est déposé, la Banque nationale le retourne avec la mention « *Pas de provision* ».

Ronald Decembre, ministre des : Finances, les caisses de l'Etat son vides.

Le chèque de 25 millions de gourdes (ou USD 267 000 $) émis à l'ordre de la FHF reste toujours en souffrance alors que les activités de la Coupe vont bon train. Cela met l'équipe nationale en mauvaise position, car n'ayant pas les ressources nécessaires pour participer de manière ponctuelle aux différents matches de qualification.

Antonio Sola, le fabricateur d'images.

Une source proche de la FHF a laissé entendre que le président de celle-ci, le Dr Yves Jean-Bart, a dû faire montre de créativité pour réussir à surmonter les obstacles qui ne cessent de se multiplier. Par exemple, la même source a fait savoir que M. Jean-Bart puise dans ses propres réserves et sollicite des prêts auprès des amis et des chefs d'entreprises, de vrais mécènes qui consentent à avancer des fonds à la FHF souhaitant que le chèque pourra être finalement encaissé pour permettre de restituer les montants reçus sous forme de prêts.

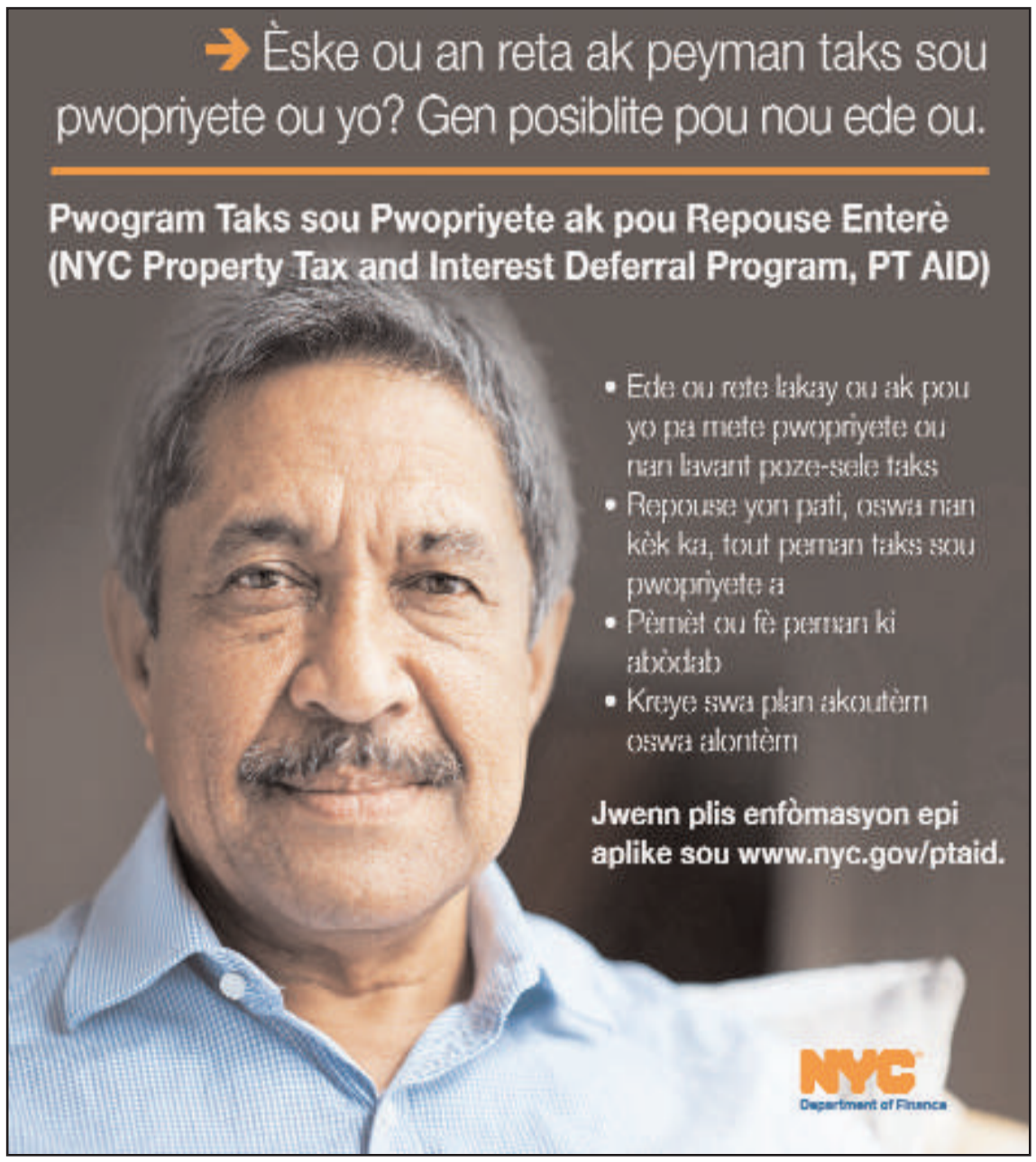
Les récentes révélations du ministre des Finances et des Affaires économiques, Ronald Décembre, relatives à l'économie du pays, font état d'une situation extrêmement critique. Car, dit-il, la Direction générale des impôts (DGI) n'a pas collecté de taxes. Même situation pour l'Administration des douanes, qui n'a pas connu d'activités depuis plus de trois semaines.

Pourtant, Jovenel Moïse trouve des millions « *en veux-tu, en voilà* » pour payer des policiers dévoyés en vue de casser les manifestations. Au fort de la crise, il a versé USD 2 millions à l'Espagnol Antonio Sola, spécialiste en manipulation d'opinion. Engagé pour assurer l'élection de Michel Martelly, Antonio Sola fut rappelé au chevet de Jovenel Moïse en vue d'assurer sa victoire aux urnes, lors du scrutin de 2016.

Dr Yves Jean-Bart, président de la FHF.

Entre-temps, l'État doit des mois d'arriérés de salaire aux employés et fonctionnaires de l'administration publique, notamment des enseignants, des médecins, des policiers, dont certains attendent leurs salaires depuis six mois. Les personnels des ambassades et consulats d'Haïti sont aux abois, car n'ayant pas touché depuis cinq mois ou plus. Pour comble de malheur, Bochitt Edmond, ministre des Affaires étrangères, le patron du personnel des ambassades et consulats, a adressé une lettre récemment à ces derniers les encourageants à se montrer patients, car, dit-il, le gouvernement traverse une situation de crise aigüe.

Quant à la FHF, le président ne peut prévoir quand le chèque émis à l'ordre de l'organisme du football pourra être négocié pour permettre à celui-ci d'opérer normalement.



Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:23 AM Page 10

ÉDITORIAL

Le moment n'est-il pas venu pour la PNH de se positionner par rapport à Jovenel Moïse ?

Au fil des dernières semaines, la crise socio-économique ayant débuté avec la campagne des petrochallengers exigeant la tenue du procès PetroCaribe, s'est transformée en demande de «*démission sans condition* » de Jovenel Moïse. Toutefois, il est loin d'afficher un changement de politique de nature à prouver ses meilleures intentions, par rapport aux dérives dont il est accusé. Dans des actes illégaux, voire même criminels, qui lui ont valu l'aliénation et l'hostilité pur et simple de quasiment tout le pays parlant désormais d'une seule voix, exigeant qu'il remette les clés du Palais national, le président haïtien multiplie les actes criminels contre la population.

Ayant constaté l'humeur de la nation, la grande majorité des institutions nationales et toutes les organisations politiques et socio-professionnelles, en sus de celles du monde des affaires et de la société civile se sont embarquées dans le train de l'abdication catégorique de la présidence de M. Moïse. Les quatre sénateurs de l'opposition, décrétant le chef de l'Exécutif indigne de rester au pouvoir, ont aussi exprimé leur position de manière non équivoque. Cette tendance prend une telle ampleur au point d'entraîner cette même décision de la part de la plus haute instance judiciaire de la République, en l'occurrence le Conseil supérieur de la police judiciaire (CSPJ).

Pourtant, la Police nationale (PNH), institution non politique, mais ayant la responsabilité d'assurer la protection de tous les citoyens, tarde encore à se prononcer. Le moment est venu où la hiérarchie doit révéler sa position à la nation : indiquer si les troupes sous son commandement vont continuer à défendre les intérêts de la présidence honnie et des quelques douzaines de familles totalement acquises à sa cause, plutôt que ceux des plus de 4 millions de femmes et d'hommes qui sont descendus dans les rues de la capitale et des villes de province pour exiger le départ du chef de l'État.

En effet, invitant le président Jovenel Moïse à faire une analyse profonde de la gravité de la crise, la majorité des membres du Conseil supérieur de la CSPJ lui a conseillé d' « *en tirer les conclusions qui s'imposent dans l'intérêt supérieur de la nation* ». Autrement dit, ces leaders ont pris leur courage à deux bras pour se joindre aux différentes organisations qui pensent que Jovenel Moïse cesse de bénéficier de la confiance du peuple. Rejeté également par ces derniers comme président du pays, il ne lui reste qu'à rendre son tablier. Au plus vite !

Si l'institution parlementaire, dont la majorité des sénateurs et des députés s'identifie à la politique criminelle de Jovenel Moïse, persistent à cautionner et à défendre l'indéfendable, le groupe minoritaire des deux Chambres se range du côté du peuple haïtien. D'abord, en démolissant le mobilier et les équipements de la salle de délibération du Grand Corps, les quatre sénateurs de l'opposition ont indiqué leur intention de s'opposer aux violations de la Constitution. Avec leur collègue de l'Artibonite, Youri Latortue, ils forment une sainte alliance à laquelle peuvent s'ajouter deux ou trois autres membres du Grand Corps s'érigeant en défenseurs des intérêts du peuple haïtien. Souscrivant aussi à la même logique de destitution de Jovenel Moïse, un groupe de députés a adressé une lettre au président de la Chambre basse, Gary Bodeau, demandant qu'il soit mis en accusation. Dans une autre correspondance encore plus récente, ils ont même menacé de rejeter ce dernier comme président s'il refuse d'accéder à leur requête. En clair, des voix s'élèvent résolument, au sein des deux Chambres, pour demander la fin immédiate du mandat du président Moïse.

De son côté, la Conférence épiscopale d'Haïti (CEH), la plus haute instance de l'Église catholique, a également condamné Jovenel Moïse, indiquant aussi qu'il démissionne. Les évêques d'Haïti soulignent les nombreuses violations des lois et de la Constitution du pays par la présidence, se rendant également coupable de corruption, de détournement des deniers publics, notamment la dilapidation du Fonds PetroCaribe, en sus des crimes perpétrés contre la population. Intervenant de temps à autre pour fixer sa position par rapport aux crises qui, trop souvent, secouent le pays, la CEH a, pour la première fois, jugé la démission du président indispensable pour que s'opère le « *changement* » salvateur qu'elle souhaite pour la nation.

Pour sa part, la Conférence des pasteurs haïtiens (COPAH) s'est exprimée dans le même sens. Rappelons que, dans un communiqué en date du 3 juin, elle a déclaré : « *M. Moïse n'a plus de crédibilité ni d'autorité morale pour être à la tête de l'État dont il se sert pour faire obstruction à la justice, dans le cadre du traitement de l'épineux dossier de gaspillage du fonds PetroCaribe. Il n'inspire pas confiance et s'est révélé incapable de diriger la nation. C'est pourquoi, il doit absolument démissionner sans délai et sans que personne n'ait nécessairement besoin de le forcer* ».

Presqu'à l'unisson, les partis politiques, à l'exception du PHTK (la formation politique du parti au pouvoir), ont rallié la campagne visant à chasser *Nèg Bannann nan* du Palais national. Même les entités politiques autrefois alliés du chef de l'État ont opté pour se terrer, face au consensus qui s'est développé autour de la fin de la présidence de M. Moïse.

Jamais, dans l'histoire d'Haïti, un chef d'État n'a autant violé les lois et la Constitution pour déclencher une telle levée de boucliers contre lui. Arrivé au pouvoir, sous une inculpation de blanchiment d'argent, il n'a cessé d'ajouter d'autres méfaits à son hit-parade criminel. De concert avec ses alliés du Parlement, Jovenel Moïse livre le pays en pâture aux contrebandiers; par le truchement des ministères et des secrétaireries d'État, il détourne les fonds du budget à des fins personnelles; aussi bien en recourant aux kits de différentes appellations dont les prix à l'État sont majorés jusqu'à dix fois plus que celui du marché; avec son épouse, il a frustré la caisse publique dans le cadre du dossier Dermalog, dont le coût est fixé à USD 20 millions $; défenseur des hauts fonctionnaires de l'État accusés de vol et de détournement des USD 4,2 milliards $ du Fonds PetroCaribe, M. Moïse vient d'être accusé aussi de participer au même vol par le truchement de deux de ses compagnies.

Sous la rubrique de l'insécurité, le gouvernement Moïse fait des gangs armés ses alliés, les engageant dans la répression contre des groupes de personnes qu'il juge hostiles à sa politique. Aussi les criminels à la solde du pouvoir ont-ils massacré quelque 70 personnes à La Saline, dont des cadavres ont été livrés aux chiens et les cochons ou brûlés. Parmi les victimes se trouvaient aussi des femmes et des enfants à bas âge. Durant les 28 mois qu'il a passé au pouvoir, des crimes du même genre ont été perpétrés aussi à Grand Ravine, à Carrefour-Feuilles, à Cité-Soleil et ailleurs. Sans oublier l'assassinat du père Joseph Smoly et celui du journaliste photographe Vladimir Legagneur.

La série noire orchestrée par Jovenel Moïse et son équipe multiplie ses victimes par rapport à la stratégie visant à mater les manifestations ayant cours, ces dernières semaines, pour exiger la démission du chef de l'État. Dans le cadre de celle-ci, des manifestants, qui avaient pris refuge au consulat du Pérou, ne sont jamais retournés à leurs familles. Au fur et à mesure que s'intensifie le mouvement de protestation, Moïse a renforcé ses escadrons de la mort. Aux Cayes, à Miragoâne, à Léogâne, au Cap-Haïtien et dans d'autres villes, des policiers dévoyés alliés à des criminels patentés du pouvoir tirent à hauteur d'homme sur les manifestants. À la capitale, des témoins rapportent que des dizaines de protestataires ont été massacrés par ce genre de policiers, au cours des manifestations d'avant-hier (24 juin). Leurs cadavres ont été évacués rapidement par des ambulances avant que le constat ait été fait par un juge de paix.

La hiérarchie de l'institution policière se sent-elle concernée par de tels crimes ? Qu'attend-elle pour se prononcer, à l'instar des autres institutions du pays, par rapport à cette situation inacceptable. Ne se rend-elle pas compte qu'on est en train de vivre la période de fin de règne de la dynastie des Duvalier, quand Jean-Claude et Michèle Bennett avaient pris la fuite pendant que leurs sbires commettaient les crimes de dernière heure, déclenchant ainsi le *déchoukaj ?* Assurément, le moment est venu pour que le leadership de la PNH se positionne par rapport aux derniers événements. Et le créneau pour le faire ne tarde pas à disparaître.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti O8 Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, Bt Bt Aprt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
48.00 $ US, pour six (6) mois
90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF, pour six (6) mois
1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US, pour six (6) mois
$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS, pour six (6) mois
125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie ______
Address/Adresse ______
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional ______ Country/Pays ______

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL

Isn't it time for the HNP to position itself in relation to Jovenel Moïse?

Over the past few weeks, the socio-economic crisis that began with the Petrochallenger campaign demanding for the PetroCaribe trial, has turned into call for Jovenel Moïse's "unconditional resignation." But he has shown no change in policy likely to prove his best intentions in relation to the excesses of which he is accused. The Haitian President prefers to engage in illegal, even criminal acts, causing the alienation and outright hostility of almost the whole country. To all sectors, speaking with one voice, demanding that he hand over the keys of the National Palace, he responds by multiplying criminal acts against the population.

There's no way missing the consensus regarding the presidency of Jovenel Moïse. The vast majority of national institutions and most, not to say all, political and socio-professional organizations, the business community and civil society, have embraced the same process: the categorical abdication of Mr. Moïse's presidency. Four opposition senators, plus one, have expressed their position unequivocally. They've declared that the Chief Executive is unworthy to remain in power any longer.

The trend for a quick departure of the president is growing to such an extent that the highest judicial body in the land has publicly taken side. The High Council of the Judicial Police (French acronym CSPJ) has called for the president to consider the *"gravity of the situation."* The majority of the CSPJ High Command wrote: "*President Jovenel Moïse should make a thorough analysis of the gravity of the crisis and draw the necessary conclusions in the best interests of the nation."* In other words, those leaders were courageous enough to publicly join their voices to that of the various organizations which assert that Jovenel Moïse no longer enjoys the trust of the people. Therefore, rejecting him as president, they demand that he resign, the sooner the better!

However, the National Police (HNP), a non-political institution whose responsibility is to ensure the protection of all citizens, has been slow in making a decision. The time has come for the hierarchy of the Police to reveal their position to the nation and to indicate whether the troops under their command will continue to defend the interests of an evil presidency and a few families totally committed to his cause. Alternatively, whether they will defend the cause of the more than four (4) million citizens –women, men, and the youth — who have taken to the streets of the capital and other cities to demand the departure of the Head of State.

Understandably, the majority of senators and deputies (Congresspeople) continue to support the president, who has teamed up with them in his criminal policies to enrich themselves, at the expense of the majority of Haitians. However, a minority in both Houses have sided with the Haitian people. Unorthodox in their action, four senators demolished the furniture and equipment in the room where the Senate hold its meetings to impede action by the Senate and show thereby their determination in opposing violation of the Constitution by Executive branch in accord with its allies in Parliament who refuse to listen to the voices of reason. On behalf of the people and together with their colleague from the Artibonite region, Youri Latortue, they form a "holy alliance" to which can be added two or three other senators who are defending the interests of the Haitian people.

Meanwhile, some members of the Lower House wrote to the Speaker, Gary Bodeau, asking for impeachment proceedings to start against Mr. Moïse if he does not resign immediately. In a recent correspondence, they have threatened to reject him as president of the House, if he continues to refuse their request. Clearly, more voices are making themselves heard in both Houses of Parliament regarding an immediate end to President Moïse's five-year term.

For its part, the Haitian Episcopal Conference (French acronym CEH), the highest deliberating body of the Catholic Church in Haiti, has also spoken concerning the matter at hand. The bishops of the CEH who, on various occasions, have raised their voices against violation of the Constitution by the Executive branch, have declared that the president is guilty of corruption and embezzlement of public funds, including the squandering of the PetroCaribe Fund, as revealed by the second report of the State Auditors. Moreover, they say he has committed crimes against the population. Therefore, he should resign. True to their standing throughout the crises that have buffeted the country, the CEH bishops consider that the resignation of the president is "essential for change" that's needed for the nation.

On the other hand, the Conference of Haitian Pastors (French acronym COPAH) took a similar stand. We'll recall that in a statement dated June 3rd, COPAH stated, *"Mr. Moïse no longer has credibility, neither moral authority to be head of State, having used his position to obstruct justice . . . He inspires no confidence in dealing with the thorny issue of the PetroCaribe Fund. Indeed, he reveals himself unfit to lead the nation. Therefore, there's no question that he should resign immediately, without waiting for anyone to force him to do the right thing."*

Almost in unison, the political parties, with the exception of the PHTK (the ruling party), joined the campaign to drive *the Banana Man* out of the National Palace. Considering the consensus to end Mr. Moïse's presidency, even some political entities that were once allies of the Head of State have opted to keep a low profile.

Never in Haiti's history has a Head of State violated the laws and the Constitution as much as the current president, to the point of triggering such outcry against him. Having been sworn into office under a cloud of money laundering, he has added other misdeeds to his criminal Hit Parade. Together with his allies in Parliament, Jovenel Moïse has allowed smugglers to run amok. Through some Ministries and Secretariats of State, he's diverted funds from the budget for his personal use. The scandal of school kits is well known. The State was billed tenfold more than the market price. I

In addition, in consort with his wife, illegally he used public funds in the *Dermalog* citizens identity cards, the cost of which was set at $ 20 million, without observing the bidding process. And the First Lady got her pay under the table. Being a defender of senior government officials accused of embezzlement and/or misappropriation of $ 4.2 billion of the PetroCaribe Fund, Mr. Moïse also has joined their ranks when he was recently accused by the State Auditors of having participated in that theft through two of his companies, even before he was sworn in as president.

As to the widespread insecurity in Haiti, the Moïse government has been found to be allied with armed gangs engaged in repression against people deemed hostile to his policies. As a result, criminals, in cahoots with those in power, have massacred more than 70 people in the La Saline shantytown, northwest of the capital. Their bodies were flung in mountains of garbage to the delight of dogs and pigs, when not burned. The victims included women and small children. During his 28 months in power, similar crimes have been committed in the shantytowns surrounding Port-au-Prince, such as in *Grand Ravine, Carrefour-Feuilles, Cité-Soleil* and elsewhere. Not to forget the assassination of Father Joseph Smoly, a critic of the regime, as well as the murder of photojournalist Vladimir Legagneur.

There's no hiding the repression orchestrated by Jovenel Moïse and his team to stop the demonstrations taking place calling for the resignation of the Head of State. In the process, victims are increasing at a dizzying pace. It's worth pointing out that, as part of the repressive campaign, some demonstrators who had taken refuge at the Peruvian consulate never returned to their families.

With an intensification of the protest movement, President Moïse has strengthened his death squads. In Les Cayes, Miragoâne, Léogâne, Cap-Haïtien and other cities, rogue police officers, allied to high-level criminals in power shoot indiscriminately at demonstrators. For example, witnesses reported that more than a dozen of protesters were massacred in the vicinity of the Palace on Monday (June 24) by such police officers. Their bodies were quickly snatched away in ambulances before a justice of the peace drew any report.

How do those at the of the Police hierarchy feel about such crimes? What are the leaders of the Police waiting for to declare, just as the other institutions, that the unfolding situation is unacceptable? Don't they realize that we are living the same scenario as that which caused the end of the equally repressive Duvalier dynasty? The blatant crimes perpetrated back then against the people who were protesting the abuses of the repressive three-decade-old dictatorship had triggered the "*dechoukaj,*" the uprooting movement" which forced Jean-Claude Duvalier and Michèle Bennett to flee for their lives. Certainly, the time has come for the leadership of the HNP to position themselves in relation to recent events. Indeed, the window of opportunity to do so is fast disappearing!

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke yid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom ____
Company/Compagnie ____
Address/Adresse ____
City/ville ____ State/État ____
Zip Code/Code Régional ____ Country/Pays ____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:24 AM Page 12

La proposition de sortie de crise de l'opposition

ALTERNATIVE CONSENSUELLE POUR LA REFONDATION D'HAITI

Le Contexte

La République d'Haïti est aujourd'hui plongée dans une situation de crise générale qui menace son existence même. Il y a donc lieu d'agir avec urgence dans le sens de la sauvegarde de l'intérêt collectif et de la reconquête de la souveraineté nationale. Cette crise systémique est aujourd'hui l'aboutissement d'un ensemble de convulsions sociopolitiques et culturelles qui frappent le pays depuis 1806.

Dans le contexte actuel, cette crise est surtout marquée par la mauvaise gouvernance. D'un côté, un président illégitime et inapte de surcroit, qui, s'accrochant exclusivement aux privilèges de sa fonction et de l'autre, dédaigne souverainement les aspirations légitimes du valeureux peuple Haïtien. Confondant ses intérêts personnels à ceux de la nation, il plonge le pays dans la misère, la honte et le désespoir. Il foule aux pieds les principes élémentaires de l'administration publique et s'évertue à ériger la corruption, la gabegie administrative, le désordre institutionnel et le pillage des ressources du pays en principe de gestion de l'Etat. Il en résulte des conséquences désastreuses pour la République tels : la fuite de nos cerveaux les plus brillants, le départ massif de nos jeunes, une inflation autour de 20% et un déficit budgétaire cumulé avoisinant les quarante milliards (40, 000, 000,000.00Gdes) de gourdes, ce qui conduit à la dégringolade de la monnaie nationale (aujourd'hui, il nous faut 93Gdes pour un $1), à l'augmentation effrénée du coût de la vie et à la paupérisation de l'ensemble de la population. Devant ce brutal constat auquel s'ajoute la publication du rapport de la CSC/CA confirmant la participation criminelle du président de la République dans la dilapidation des 4.2 milliards de dollars américains du fonds PETROCARIBE, la Nation est debout pour demander des comptes. En témoignent les différentes journées de mobilisation enregistrées à travers le pays des 6, 7 et 8 juillet, des 17 octobre et 18 novembre 2018, du 7 au 17 février et du 18 mai 2019 à date pour exiger la démission sans délai du président de la République, la réalisation du Procès PETROCARIBE et l'organisation de la conférence nationale. Loin de se plier à la volonté du peuple souverain, le Président de la République a préféré faire appel à des mercenaires étrangers sur le territoire national et à des gangs armés pour l'aider à se maintenir au pouvoir au mépris des revendications populaires. Ce choix cynique et anti national qualifié de crime de haute trahison, a conduit aux massacres de La Saline, de Carrefour-Feuilles, de Tokyo et à des centaines de cas d'exécutions sommaires à travers le pays.

Aussi, en vue de mettre définitivement fin à tant de dérives du pouvoir en place et de sauver ce qui reste encore de notre dignité de peuple, la branche institutionnelle de

l'opposition s'est-elle empressée de procéder à des consultations auprès des différents secteurs vitaux de la vie nationale dans le but de proposer une alternative concertée et consensuelle pour la refondation d'Haïti.

Au niveau Politique :

- Le **départ sans délai de Jovenel MOÏSE** du pouvoir et son remplacement par un juge de la Cour de Cassation de la République.
- Critères de choix du Juge. Celui-ci ou celle-ci doit réunir les conditions suivantes : intégrité, bonne réputation et n'avoir aucune appartenance politique connue.
- Le Premier Ministre est issu de l'opposition engagée. En outre, il/elle doit avoir une expérience dans la gestion de chose publique et ne pas être impliqué (e) dans la dilapidation des fonds PETROCARIBE.
- Le Premier Ministre forme le cabinet ministériel inclusif et représentatif et le communique au Président pour nomination. Le cabinet sera composé au maximum de quatorze (14) ministres.
- La transparence sera une des caractéristiques distinctives du Gouvernement de Transition.
- Un départ, sous pression populaire, du Président Jovenel MOISE, entraine automatiquement la caducité des deux pouvoirs (exécutif et législatif).
- Les élus des collectivités territoriales restent en fonction.
- Il est créé une entité multisectorielle dénommée **«Autorité Nationale de Transition»** (ANT) chargée de contrôler les actions du pouvoir exécutif, de suivre et d'évaluer la feuille de route de l'exécutif et de donner des avis conformes aux actes réglementaires de l'exécutif pendant la transition. Cette structure sera constituée de onze (11) membres.
- Dans le délai de 30 jours de l'installation du gouvernement, le Premier Ministre, en consultation avec l'Autorité Nationale de Transition, conduit les concertations devant aboutir à :
  - la formation du Comité d'Organisation de la Conférence Nationale souveraine ;
  - la mise en place du Secrétariat technique dudit Comité.
- Les membres du Comité d'Organisation de la Conférence Nationale et ceux du Secrétariat technique dudit comité sont nommés par arrêté présidentiel.

- Il sera formé un Comité de Suivi des résolutions de la Conférence Nationale.
- Il sera procédé à l'élaboration d'une nouvelle constitution pendant la transition.
- Cette transition prend fin le 7 février 2022 avec l'installation du nouveau président élu démocratiquement.

Feuille de route du Gouvernement de Transition :

- La mise en œuvre des mesures visant à la réalisation du procès PETROCARIBE et des autres cas de corruption avérés.
- Le renforcement des Structures de l'ULCC, de l'UCREF, du CNMP et de la CSC/CA.
- La réalisation des procès relatifs aux massacres de La Saline, de Carrefour-Feuilles et de tous les autres cas de violations de droits de l'homme.
- L'accompagnement des victimes de ces différents massacres.
- L'amélioration des conditions de travail et de vie des Policiers.
- La mise en œuvre, en coordination avec le Haut Etat-major de la Police Nationale, du plan de développement prévu.
- L'éradication du phénomène des gangs armés et la réinsertion sociale éventuelle de leurs membres.
- Faire revenir dans le meilleur délai l'expert indépendant des Nations Unies pour les droits de l'Homme.
- La réalisation d'un un état des lieux des finances de l'Etat et de l'ensemble des biens publics et la communication des résultats à la population.
- L'assainissement des finances de l'Etat à travers un programme d'austérité dans son fonctionnement. Le budget du pouvoir exécutif doit diminuer d'au moins 30%, particulièrement au niveau du fonctionnement.
- La mise en place de la réforme fiscale en impliquant les acteurs concernés.
- La révision du tarif douanier
- La lutte contre la contrebande.

- La promotion et la mise en œuvre de la transparence financière de l'Etat qui se manifestera par :
  - La transparence et l'accessibilité aux informations relatives aux recettes et dépenses de l'Etat, des collectivités territoriales, des organismes autonomes et indépendants.
  - La transparence, l'accessibilité et la vulgarisation des informations relatives aux avantages fiscaux, douaniers et autres incitatifs accordés par l'Etat.
- La réévaluation, l'audit et la réforme des institutions de sécurité sociale (ONA, CAS, OFATMA,...) afin qu'elles puissent mieux accomplir leurs missions.
- L'audit systématique de toutes les institutions déconcentrées et décentralisées de l'Etat (OAVCT, CONATEL, APN, AAN,...)
- Le lancement dans l'immédiat d'activités à haute intensité de main d'œuvre d'investissements dans les infrastructures publiques.
- L'orientation et la facilitation des investissements à travers le pays dans les branches motrices de l'économie telles l'agro-industrie, le tourisme et la construction et parallèlement dans les branches entraînées comme l'agriculture, l'artisanat d'art, la fabrication de matériaux de construction.
- L'accès au crédit pour les jeunes.
- L'intégration de la diaspora dans les affaires du pays.
- L'intégration des jeunes dans l'administration publique centrale et décentralisée sous la base de concours.
- Le renforcement, la redynamisation de la diplomatie haïtienne.
- Le renforcement, la redynamisation de la coopération internationale en matière de lutte contre la criminalité financière et le blanchiment des avoirs.
- L'amélioration des conditions d'accès aux soins de santé et aux services éducatifs de qualité à l'échelle nationale.
- L'organisation d'élections générales suivant le calendrier défini par la conférence nationale haïtienne souveraine.

Un accord politique portant la signature de tous les secteurs vitaux de la nation viendra définir les modalités d'application de cette alternative.

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:24 AM Page 13

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Pwofèt Makenson ou la honte d'un gouvernement grabataire

Par Dan Albertini

28/10/2018, je m'apprêtais à publier quand tout à coup je me suis résolu : non, la situation va peut-être changer. Pour le meilleur. Aussi, qu'il a fallu laisser la place au coureur puisque l'un des prisonniers politiques a été libéré. Lavé par le juge d'instruction. J'ai donc laissé le navire s'y rendre afin de mesurer par la suite. Mieux vaut ne pas mélanger la gestion du spirituel à celle du matériel, laisser à l'intemporel ses affaires. Un prophète était né en Haïti. Ainsi se déclarait-il, ainsi le désespoir créait cet espoir chez la population démunie en face de maladies incurables, en besoin de miracles. Le mal traité chez prophète Makenson était celui des maux courants de chaque mâle en puissance évangélique par imposition des mains. Bien avant le mal politique ou de sainteté politique. Malheureusement, déception pour jòv : pas de répit ni de remède sans imposition des mains en public. Malgré Makenson-la-promesse.

Le gouvernement n'est plus, il est décapité. *Le président est porté disparu dans son projet* ***P***.

Contexte. La multitude suivait Jésus…, il est mort pour nous. Il s'en est allé pour aller préparer une place auprès du père. Message d'espoir pour certains, certitude pour d'autres, cela s'est transformé en un immense gouffre sociétal pour Haïti qui ne sait plus à quel saint se vouer. Après les litanies catholiques de Campion-du-Vatican et les prédicats protestants émanant de la CIA, à chacun son *prêchi-prêcha.* Jovenel Moïse élu est le président réputé être élu pour mener la République vers le progrès. Mais, c'est un « *pwofèt Makenson* » qui prétend faire des miracles républicains chez le démuni qui n'a plus de « *ti manman cheri* » ni de cantine *popilè* de l'ancien *pwòfèt pè titid*. *Une omission, on avait déjà un prophète, mais il était catho, et le catho s'effondre en Barbarin, à Lyon*. Interdisant les promesses, l'espoir….

Makenson est prophète. Le peuple constate la démagogie de l'exorcisme populaire. Pauvre ignare, il exploite le désespoir des autres enfants de la République. *Une sainte arrogance qui plaît à l'observateur*. Il n'a pas encore commis le crime de délestage prophétique, ça n'existe pas dans la constitution ni dans les lois. Le commissaire du gouvernement va faire marche arrière, car l'on jugerait pour crime économique, de manipulation à caractère d'escroc ou de *bradage* sous le couvert d'exorcisme, une simple promesse. Y a-t-il violence répréhensible, le gouvernement l'attend à un angle de rue comme programme politique, promet la lumière.

La musique comme élixir

En toute euphorie il y a un zeste de musique aussi symbolique soit-elle, la sienne n'est pas du mélomane, mais de l'automatisme. *C'est la meringue : carnaval*. Il faut débarder la forme d'émotion désirée, ça fait juguler les nerfs les muscles : neurosciences. Le sang circule le courant passe : miracle ! Chez prophète Makenson c'est la version 2018 des nuits de St Jean Bosco épurée des objectifs du *comte* Aristide. Il a une homélie qui rend coupable qui invite à rendre l'autre coupable. *Le commissaire est pécheur,* la meute d'avocats, *tous à l'aréopage.*

L'homélie : « *lè map manje pouki sa mwen grangou* » « *lè map…, men poukisa yo toujou vle fè mwen mal* », le sens aiguë de la culpabilisation en monde cognitif pour saccager *la mente* de *(la mente* oui, on est voisin du cousin RD*éen*) l'adepte qui voit les revendications populaires insatisfaites tout en indexant ceux qui possèdent, par l' « *yo* ». Le courant passe dans le sens que «*pwofèt titid* » jugulait de son temps avec la théologie de la libération. Ça nous a valu le tristement célèbre « *pè lebrun* », le collier hérité du makout de Titanyen. Makenson est-il son propre adversaire ou l'adversaire réel qui a prié pour condamner l'ancien président *jòv* ? La meringue de Jacmel répondra pour lui : plus de diplomatie « *jojo enraje, jojo dòmi deyo* ».

HAÏTI RENAÎTRA

La politique de l'autruche de Jovenel Moise

Par Jean Jackson Michel & Jean Willer Marius

Une vieille légende africaine raconte que quand les autruches ont peur, elles s`enfuissent la tête dans le sable pour ne pas voir le danger qui les guette. Cet oiseau inégalé pour sa course et sa vision puissantes est pourtant lâche. Il préfère fuir au lieu d'affronter la situation, malgré la grâce de la taille que la nature lui a faite.

Le confinement de Jovenel Moïse dans son fort à Pèlerin à chaque remontée de la mobilisation réclamant son départ du pouvoir pour sa participation, sa recèle du butin dans la dilapidation des fonds PetroCaribe, atteste fortement du caractère peureux de l'homme qui se cache derrière ses sbires pour semer le deuil et faire couler le sang de ses victimes innocentes, au lieu de prendre son courage à deux mains et affronter la justice de son pays pour les faits à lui reprochés. Ce faisant, il ouvrirait la voie de la justice haïtienne aux Petro audacieux.

Jamais président n'aura été aussi décrié. Le prestige du poste déclinant, depuis l'avènement du Marmeladien au timon des affaires, n'a cessé de débouler pour atteindre aujourd`hui le « *Ground Zero* ». Les analyses des défenseurs de la cause perdue ne sont pas pour nous rassurer. L`on se souvient sans doute des sophistes du 5e siècle qui savaient défendre en même temps une chose et son contraire. Et de la lutte du grand Socrate pour les déconstruire. Récemment, un journaliste pieux eut à demander à un ministre du PHTK : puisque le président a perdu sa capacité de convocation qu`est ce qu`on va faire ? Et le ministre de répondre : non, le fait que personne n'ait répondu à l'invitation ne signifie en rien que le président ait perdu sa capacité de convocation, c'est quoi l'affaire ?

Il y a des choses qu`on ne fait pas à un peuple, messieurs. Vous ne nous respectez pas. Et si vous ne nous respectez pas, vous ne pouvez pas avoir à décider de notre sort. *Allez-vous-en* !

L'organisation, sous la mitraille de cette première journée d'examens de la 9e AF, devenu désormais sectoriel, a fini de nous convaincre que ce gang fera tout en son pouvoir pour rester au pouvoir, quitte à nous tuer tous.

Les cris d'alarme tombent dans des oreilles de plomb, les propositions ignorées de sortie de crise fusent de toute part, la faim et l'indigence générant la prostitution juvénile témoignent clairement de l'état de délabrement dans lequel le pays est plongé ; les maigres ressources sont utilisées pour payer l'étranger, comme dans l'affaire des passeports truqués. Quand les mots perdent leurs puissances, quelle option nous reste-t-il ?

La plus vraie des vérités c'est que le type ne peut plus rester au pouvoir. S`il était parti à temps, bien des massacres par lui orchestrés auraient été évités. Cependant, force est d'admettre qu`il est l'un des nôtres et nous nous devons de l`empêcher de se faire du mal et nous avec. Un malade se soigne tout simplement, même si, depuis longtemps, l'hôpital Défilée de Beudet (HDB), spécialisée en santé mentale, a perdu sa tête.

C`est le moment de revenir à la proposition que nous avions faite du triumvirat pour recoudre le tissu social en lambeau, éviter que lavalassiens du sérail se donnent en un spectacle hideux, preuve que l'homme mauvais ne peut tout simplement pas changer. Si le but est de faire porter au PHTK toute la responsabilité, de la misère du peuple haïtien, votre échec, jusque-là provisoire, n'a d`égal que votre mauvaise foi. Ils sont, certes, arrogants, voleurs, mercenaires, dilapidateurs, mais le camp d'en face, à notre honte, fait aisément équilibre.

La solution de la crise haïtienne passe par une refonte du système avec un triumvirat composé de personnes ayant déjà fait leurs preuves dans le pays, pour équilibrer la balance de cette justice qui doit organiser le petro-procès, l'abolition des privilèges généralement quelconques et la fin de la politique de deux poids et deux mesures. Comment pouvez-vous demander à l'autre de consentir, pour le pays, un sacrifice qui vous répugne ?

En avant pour le changement radical du système, avec le replâtrage vous nous aurez toujours en face de vous.

(juin 2019)

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925
CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:24 AM Page 14

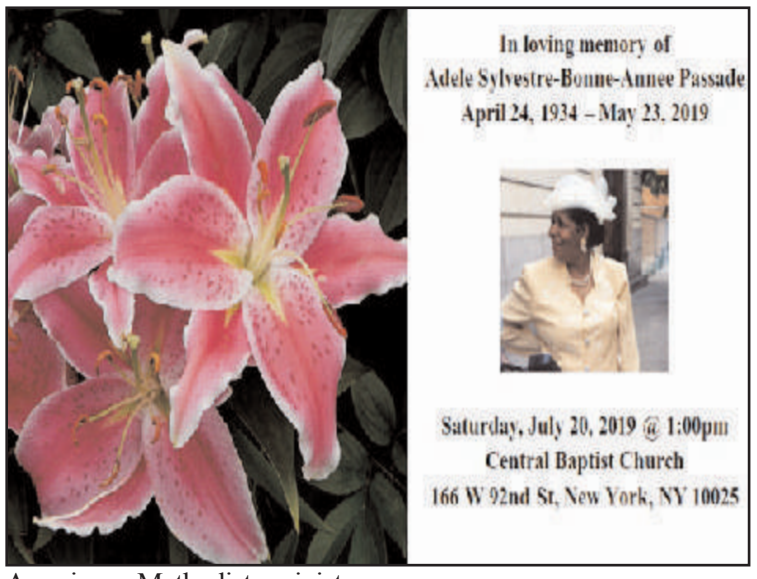
HAPPENINGS !

From page 1

her three sons and one daughter –Rhody (wife Mary), Richard and Bernadette (husband Hassane), as well as Jean-Bapiste (wife Sabine). Her other daughter, Adeline was absent. Adèle's sister, Tholulvia with her spouse Georges Jean-Philippe, as well as her younger brother Montalème were also there. Not forgetting nieces, nephews and friends paying their respect. She was preceded into eternity by two daughters, Margaret and Yolette, also known as Nancy, who died tragically. Also gone ahead was her sister Thérèse.

Officiating was Reverend Barbara McKenzie, an African-American Methodist minister who is Director of Spiritual Care for Suburban Hospital/Johns Hopkins Medicine. Participating in scripture readings and in giving family tributes were Adèle's brother Montalème Bonne-Année, her sister Tholulvia Bonne-Année Jean-Philippe and her husband Georges Jean-Philippe, her sons Rhody and Jean-Baptiste Passade, her daughter Bernadette Passade Cissé (spouse Hassane), as well as her grandsons Malick and Madior Cissé; and the sisters Rhode Octobre and Garline Octobre Pile, nieces of Adèle. However, her 8-year-old grandniece Michala Cooper, Rhode Octobre's daughter, brought down the house in her rendition of Amazing Grace. With her baritone voice, she is destined to greater accomplishments.

After the eulogy by Rev. McKenzie and before she gave the benediction, I played two stanzas of Adèle's favorite song on my harmonica: **"The Solid Rock,"** which summarizes how she lived her life in its ups and downs. Here are two stanzas and the refrain: *"My hope is built on nothing else than Jesus' blood and righteousness/ I dare not trust the sweetest frame/ But wholly lean on Jesus' name."* And the last: *"When He shall come with trumpet sound/ O, may I then in Him be found/ Dressed in his righteousness alone/ Faultless to stand before the throne."* And the refrain: *"On Christ, the Solid Rock I stand/All other ground is sinking sand/ All other ground is sinking sand."*



The interment at the Parklawn Memorial Park and Gardens in Rockville, MD., is the perfect resting place for Adèle Sylvestre Bonne-Année. A green semi-forest, the place lives up to its name of a park, rather than a cemetery. To wit, the administrative building inside the sprawling park, with kitchen and dining area for the buffet-type repast for those who accompanied Adèle to her final resting place.

Yours truly was a friend of Adèle since the 1950s when we attended the Bible School of the West Indies Mission (WIM)/ Mission Evangélique Baptiste Sud d'Haïti (MEBSH), at Finca, since renamed Cité Lumière (City of Light). It and Radio Lumière and all the other Lumière institutions have taken their name from *Reyon Limyè* (Rays of Light), the first monthly publication in Creole that I founded in 1950, especially to provide Sunday School lessons for all the churches of the MEBSH. Adèle Bonne-Année, a beloved Sunday School teacher, was among those who greatly encouraged me in this endeavor to make Sunday School lessons uniform throughout the expanding MEBSH.

It was emotionally satisfying for me when, arriving at the Robert A. Pumphrey Funeral Home in Bethesda last Friday at noon, I picked up the program to find an obituary taking a full 8 x 11 page in which, among other things, I read this: *"She (Adèle) lived among a supportive extended family, including a spiritual family in which the late Pasteur Joseph, whom she called a saint, played an important part."*

This Pasteur Joseph, my late dad, was president of the MEBSH for some time. Apparently, he had greatly influenced many young people who grew up in the association of churches in Haiti's Greater South that then included the current Southern, Grand'Anse and Nippes departments, equivalent to small states for administrative purposes. About the young women, including Adèle who, at times, spent a day or two at our home, he told me and my younger brother Léo that *"these young women are your sisters, treat them as such."*

When I returned to Haiti in 1959, after five years in school in Chicagoland, I reconnected with Adèle who had married Benito Passade, a Bible School fellow student. When I left Haiti the second time, in 1961, to continue with graduate studies at the University of Chicago, I lost contact with Adèle who, unknown to me, had immigrated to New York in 1966. Briefly, I had met her when she lived in New York, but I lost contact again.

When, in 2004, I was called a second time to head the Embassy of Haiti in Washington, Bernadette told her mother about me. Thus, were we re-connected during the six years I spent in charge of the Embassy from March 2004 to September 1, 2010? When Bernadette called to tell me about her mom passing away, I felt that yet another friend has gone on before me. When she mentioned about her mom's favorite song and that she thinks Adèle would have loved it if I played it for her, I readily complied. That's all I could do now.

Adèle, a strong advocate of education, missed a milestone: the graduation of her first grandchild, Malick Cissé, who got his Bachelor of Arts from the University of Toronto on June 12. With honors, no less! Had she been alive and able to travel, Adèle would have been there, just as she had been, whenever her children were marching down the aisle after completing any cycle of learning. Thus, when Bernadette, her first child was graduating from college, at Princeton University, she was there. Again, at Harvard when, in 1991, Bernadette obtained her Juris Doctor degree in the same Law School class with Barack Obama.

Undoubtedly, Adèle's influence had much to do with her children's academic endeavors. While Bernadette, her first child born in the U.S., was the first to graduate from college, her youngest son Jean-Baptiste, aka John, also born in this country, received his Bachelor of Science and Master's Degree in Engineering from the New York Institute of Technology. Having been severely impacted by the tragic death of her sister, Adèle's oldest son, Rhody, interrupted his college studies in engineering, to work full time as assistant manager of a supermarket in Manhattan to support the family, something he had done partly since he was 14, working at sundry jobs to help our mother with the family. Later, for more than 30 years, he volunteered as an auxiliary police officer in the last neighborhood where our mother lived in the Upper West Side of Manhattan.

Miss Michala Cooper, 8 years old, performing professionally at her great aunt's funeral

Attached to her cultural roots and Christian ideals, Adèle had the foresight to belong to two Baptist congregations when she lived in New York, one Haitian and the other American. In fact, the latter, the Central Baptist Church at 166 92nd Street in Manhattan's Upper West Side, will have a Memorial for Adèle on Saturday, July 20, starting at 1:00 pm, followed by a reception.

Bernadette, with whom Adèle lived from 2006 until she passed away, told me that her mother did miss Haiti. "She used to say: *'In Haiti I was somebody, but in the U.S. I am a number, my alien number.'"* Then at 17, Bernadette went with her mother to visit Haiti for the first time. When the *tap-tap,* the pick-up trucks converted for public transportation, was slowly going up the narrow road to her mother's village of Maccabé in southern Haiti, people on both sides of the narrow road were chanting: *"Men Adèl! Men Adèl!"* (In Creole: *"Here's Adèle! Here's Adèle!")* In addition, Bernadette said: *"Tears flowed down my cheek. For the first time, I understood what she meant when she used to say 'In Haiti I was somebody!' No question about that.*

Raymond A. Joseph
June 26, 2019

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

PROPRI T ¸ VENDRE
¸ PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

Frantz
Photo & Video Studio
Over 35 Years of serving the community!
Satisfaction guaranteed
Phone: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 Franklin Ave. (Bet. Union & Prospect)
FrantzStudio.com

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:24 AM Page 15

HAITIAN AMERICANS IN ACTION INC.
ASNATH & DELARQUY FLEURIOT
PRESENT

THE ALLINO BROTHERS, SHEIMYRAH MIGHTY, MICHAEL GAYLE, NOREEN GREENWOOD, ERNEST KEBREAU (EUNEEK), THE DEER PARK DREAM DANCERS ACADEMY, ASHER LAUB, SUSAN AOUIL A, FRFN F7FR S.D.A JUNIOR YOUTH CHOIR, VOICE OF WORSHIP & MORE

A MEDLEY OF CLASSICAL INSTRUMENTAL & GOSPEL MUSIC

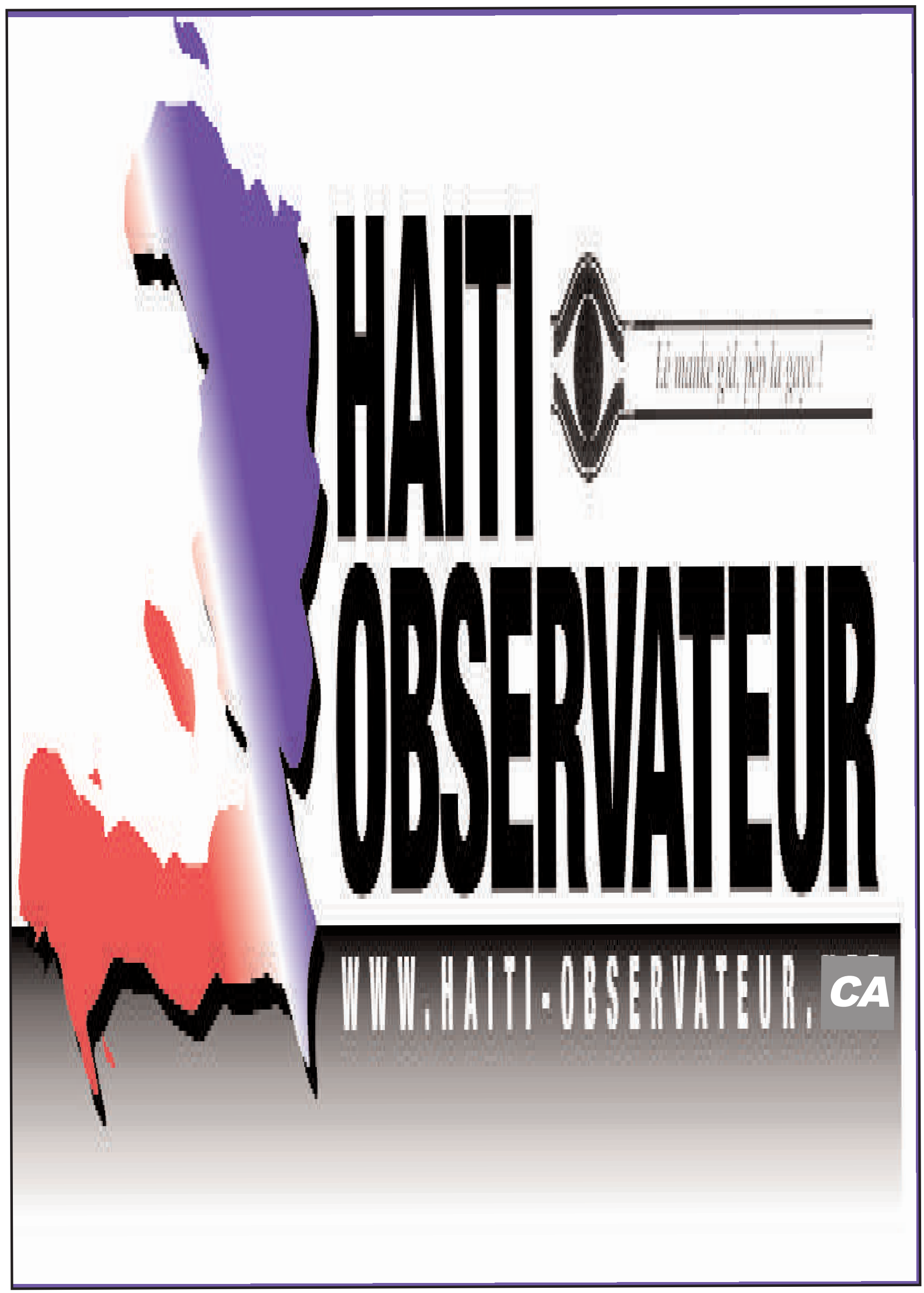
JUNE 29 2019 7:30PM

ZANKEL HALL AT CARNEGIE HALL

(ENTRANCE IS LOCATED ON SEVENTH AVENUE BETWEEN 56TH AND 57TH STREETS)

TICKETS $45-$70 SEATING

PROCEEDS WILL FUND THE FOLLOWING NON PROFIT ORGANIZATIONS:
HAITIAN-AMERICANS IN ACTION
BEYOND BORDERS - ENDING CHILD SLAVERY IN HAITI & MORE

CARNEGIEHALL.ORG | CARNEGIECHARGE 212-247-7800
BOX OFFICE AT 57TH AND SEVENTH

Journal 26 juin -3 juillet 2019:HO 6/25/19 3:24 AM Page 16